

Marché public de travaux

Ville de La Ferté-Macé
Place de la République
61600 La Ferté-Macé

Tél : 02.33.14.00.40
e-mail : mairie@lafertemace.fr

Rue Félix Desaunay
Aménagements cyclables

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

A :

Date :

Société :

Nom, prénom :

Mention manuscrite « lu et approuvé » et signature :

A : La Ferté-Macé

Date :

Le pouvoir adjudicateur,

Sommaire

Article 1 - Objet du contrat.....	4
Article 2 - Décomposition du contrat	4
2-1-Allotissement	4
2-2-Forme du contrat	4
Article 3 - Généralités	4
3-1-Pièces contractuelles.....	4
3-2-Protection de la main d'œuvre.....	5
3-4-Réparation des dommages	5
3-5-Assurances.....	5
3-6-Autres obligations	6
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	7
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	7
4-2-Exécution complémentaire	7
4-3-Pénalités de retard	7
4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	8
4-5-Prolongation du délai d'exécution.....	8
Article 5 - Prix et règlement	8
5-1-Contenu des prix	8
5-2-Variation des prix.....	9
5-3-Modalités de règlement	9
5-4-Périodicité des paiements	10
5-5-Avance.....	11
5-6-Retenue de garantie	11
5-7-Répartition des dépenses communes de chantier	11
5-9-Approvisionnements	11
5-10-Pénalités autres que retard et réfections.....	12
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
6-1-Lieu d'exécution.....	13
6-2-Intervenants	13
6-3-Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux	14
6-4-Implantation des ouvrages	15
6-5-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	15
6-6-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	15
6-7-Ordre de service	16
6-8-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	16
6-9-Registre de chantier	17
6-10-Clauses techniques	17
Article 7 - Réception et garanties	17

7-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	17
7-2-Réception.....	17
7-4-Documents fournis après exécution	18
7-5-Garantie de parfait achèvement	18
7-6-Garanties particulières.....	18
Article 8 - Dispositions diverses.....	18
Article 9 - Résiliation	18
Article 10 - Litiges et différends	18
Article 11 - Dérogations aux documents généraux	18

Abréviations utilisées dans le présent document :
MOA : maître d'ouvrage
MOE : maître d'œuvre
CCAP : cahier des clauses administratives particulières
CCTP : cahier des clauses techniques particulières
DCE : dossier de consultation des entreprises

Le titulaire du présent marché de travaux est désigné par la mention « le titulaire ».

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent CCAP concernent les prestations suivantes : la réalisation de travaux d'aménagement de la rue Félix Desauvay à La Ferté-Macé.

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- le présent CCAP et ses éventuelles annexes ;
- le CCTP et ses éventuelles annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- le bordereau des prix ;
- le sous-détail des prix ;
- le détail estimatif ;
- le plan des travaux ;
- les profils en travers ;
- le profil en long ;
- les plans de déviation.

Pièces générales :

- le Cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 ;
- le Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- l'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

3-2-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire doit produire :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales) ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes : 1/50 du coût HT du marché.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du MOA ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du MOA, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale ;

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article 241-1 du Code des assurances.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

Le délai d'exécution court à compter de l'ordre de service de démarrage et est fixé à l'acte d'engagement.

4-2-Exécution complémentaire

Sans objet.

4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux il est prévu les pénalités suivantes :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 19.2 du CCAG Travaux et par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5-Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le MOE peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le MOE lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix unitaires et forfaitaires, sur la base du bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise titulaire ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le MOA.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

L'actualisation sera faite au moment du démarrage des travaux sous réserve qu'il soit supérieur à trois mois du mois zéro fixé à novembre 2018.

A titre principal, les prix de base sont actualisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) * [TP08(n-3) / TP08(o)]$$

Dans laquelle :

P(n) est le prix actualisé au mois (n) ;

P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;

TP08 : index Travaux d'aménagement et entretien de voirie (base 2010).

Les index sont publiés par l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul de coefficient de l'actualisation sera effectué à l'occasion du démarrage des travaux.

Le calcul du coefficient d'actualisation des prix se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date d'exécution des prestations.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Mairie de La Ferté-Macé
Place de la République
61600 La Ferté-Macé

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Elle est égale à 5,00% du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

5-6-Retenue de garantie

Le marché prévoit une retenue de garantie à la charge du titulaire.

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Le montant de la retenue de garantie est de 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché.

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie prévu au paragraphe 7-5-Garantie de parfait achèvement.

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande.

5-7-Répartition des dépenses communes de chantier

Chaque entreprise est en charge de la gestion matérielle de ses propres déchets de chantier : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, remise au MOA des constats d'évacuation des déchets.

5-8-Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

5-9-Approvisionnements

Les stipulations de l'article 11.3 du CCAG Travaux sont applicables.

5-10-Pénalités autres que retard et réfections

Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le MOE, une pénalité de 500 € sera appliquée à tout entrepreneur (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment informée de la nature et de l'avancement du chantier.

Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4.3 et 5.10.1 et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le MOE des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 1 500 € HT.
- Dépôt de matériaux, terres, gravais en dehors des zones prescrites : 1 500 € HT.
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse,...) : 500 € HT.
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 500 € HT.
- Retard dans le nettoyage du chantier : pénalité journalière égale à 250 € HT par jour constaté.
- Retard dans l'évacuation des gravais hors du chantier : pénalité journalière égale à 250 € HT par jour constaté.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le MOA pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice d'une pénalité de 250,00 € HT par jour de retard.

Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire visé par l'article 7.4 et conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une retenue égale à 1 500,00 € HT sera prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

Transports en surcharge

Par dérogation à l'article 25.2 du CCAG Travaux, s'il est constaté que des transports sont effectués dans des véhicules routiers en surcharge, les dépenses afférentes à ces transports ne seront payées que dans la limite de la charge utile mentionnée sur le certificat d'immatriculation du véhicule. Aucun dépassement de charge ne sera donc pris en compte pour le règlement du transport.

Granulats pour GNT, Enrobés, et Enduits superficiels

Les granulats qui ne satisfont pas aux tolérances fixées au CCTP, ne sont pas admis et doivent être évacués dans un délai de trois (3) jours à compter de la date fixée par le MOE.

Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par le titulaire ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 6.8.5 c) du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 250,00 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

Non-respect du tri des déchets sur le chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, une pénalité fixée à 250 € par jour d'infraction.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : R.D 916, commune de Trun, section correspondant à la rue Président Mitterrand (à partir de l'entrée d'agglomération en provenance d'Argentan jusqu'au carrefour avec la RD 916 et la rue de la poste).

6-2-Intervenants

6-2-1- Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par les Services Techniques de la Ville de la Ferté-Macé.

6-2-2-Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre études est assurée par Orne Métropole / Ingénierie 61.

La maîtrise d'œuvre travaux est assurée par les Services Techniques de la Ville de la Ferté-Macé.

6-2-3-Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le MOA ne sera pas assisté d'un contrôleur technique.

6-2-4-Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Le MOA désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

Le MOA tient compte, lorsqu'il les estime justifiées, des observations du CSPS ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le MOA l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au CSPS un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Le CSPS veille, à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L. 4531-1 et L. 4535-1 soient effectivement mis en œuvre. Il exerce ses missions sous la responsabilité du MOA.

Le CSPS, au cours de la réalisation de l'ouvrage :

- Organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger ;
- Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application ;
- Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

6-2-5-Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet.

6-3-Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6-3-1-Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6-3-2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3-3-Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le MOE et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le MOE.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le MOE peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le MOA.

6-3-4-Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le MOA

Sans objet.

6-4-Implantation des ouvrages

6-4-1-Piquetage général

Par dérogation à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux et à l'article R.554-27 du Code de l'environnement, le piquetage général est à la charge du titulaire.

Le titulaire avertit le MOA avant le démarrage des travaux de la date à laquelle il fera effectuer l'implantation. Une fois l'implantation générale réalisée par le titulaire, le plan d'implantation général ainsi que le listing des stations est soumis au MOE.

Le titulaire assure la conservation et l'entretien des stations durant l'ensemble des travaux, conformément à l'article 27.4 du CCAG Travaux.

6-4-2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG Travaux, le titulaire devra recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.

Le détail des dispositions relatives au marquage piquetage des réseaux est défini dans le CCTP.

6-5-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

6-5-1-Période de préparation

Conformément aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de préparation des travaux incluse dans le délai d'exécution est de 2 mois.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

6-5-2-Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du MOE, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- achèvement des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et à l'article 6-6 ci-après.
- établissement par le titulaire et présentation au visa du MOE, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

L'ensemble des documents définis ci-dessus est à fournir dans les délais prévus par le planning travaux fourni dans le DCE.

6-6-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Le MOE est en charge de l'examen à la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par le titulaire.

6-7-Ordre de service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

6-8-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

6-8-1-Facilités accordées au titulaire pour le chantier

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.1 du CCAG Travaux en ce qui concerne les installations de chantier.

6-8-2-Installations à réaliser par le titulaire

Le titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.1 du CCAG Travaux en ce qui concerne les installations de chantier.

6-8-3-Transport par voie d'eau

Sans objet.

6-8-4-Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

6-8-5-Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Sans objet.

6-8-6-Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du service ci-après : Services Technique de la Ville de La Ferté-Macé.

Les déviations d'itinéraires seront réalisées par le titulaire, le titulaire ayant à sa charge la signalisation correspondante, sous le même contrôle du service ci-après : Services Technique de la Ville de La Ferté-Macé.

6-8-7-Réglementations particulières

Sans objet.

6-8-8-Restrictions des communications

Sans objet.

6-8-9-Engins explosifs

Sans objet.

6-8-10-Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

6-8-11-Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG Travaux sont applicables.

6-8-12-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Sans objet.

6-9-Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le MOE, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le MOE dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au MOA dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

6-10-Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

Article 7 - Réception et garanties

7-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le MOE prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

7-2-Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Il bénéficie d'un délai fixé par le MOE pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserve, le titulaire a un délai fixé par le maître d'œuvre pour lever les réserves.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le MOA peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

7-3-Réception partielle et mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

7-3-1-Réception partielle

Aucune disposition particulière n'est prévue.

7-3-2-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Aucune disposition particulière n'est prévue.

7-4-Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au MOE :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- dans un délai de 1 mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le cas échéant, un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

7-5-Garantie de parfait achèvement

Les délais de garantie sont définis ci-dessous et débutent à compter de la date d'effet de la réception :

- 1 an.

7-6-Garanties particulières

Sans objet.

Article 8 - Dispositions diverses

Sans objet.

Article 9 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 45, 46.3 et 47 du CCAG Travaux.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article du CCAG Travaux auquel il est dérogé	Article du CCAP explicitant de la dérogation
4.1	3-1-Pièces contractuelles
20.1	4-3-Pénalités de retard
19.2.3	4-5-Prolongation du délai d'exécution
25.2	5-10-Pénalités autres que retard et réfections
48.1	5-10-Pénalités autres que retard et réfections
27.2.3	6-4-Implantation des ouvrages
27.3.1	6-4-Implantation des ouvrages
34.1	6-8-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers